

*Afdeling 2. — Slotbepaling*

**Art. 43.** De Regering bepaalt voor elke advies-, erkennings- of daarmee gelijkgestelde instellingen bedoeld in dit decreet de data van inwerkingtreding van de artikelen van dit decreet.

De artikelen die betrekking hebben op elke advies-, erkennings- of daarmee gelijkgestelde instelling bedoeld in dit decreet treden in werking uiterlijk op de datum van de integrale hernieuwing van de mandaten van de leden van die instellingen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 november 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke-Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

*Stukken van het Waals Parlement, 820 (2007-2008). Nrs. 1 tot 16.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 5 november 2008.*

*Bespreking - Stemmingen.*

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4540

[2008/204544]

**20 NOVEMBRE 2008. — Décret modifiant le décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne de Financement et de Garantie des Petites et Moyennes Entreprises, en abrégé, "SOWALFIN" (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 11 juillet 2002 organisant le statut de la Société wallonne du Financement et de Garantie des Petites et Moyennes Entreprises, les mots "le cas échéant" sont insérés entre les mots "garantie partielle et" et "supplétive".

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Il est inséré, entre les articles 5 et 6 du même décret, un article *5bis*, ainsi rédigé :

"Art. *5bis*. La Région délègue également à la SOWALFIN la mission d'apporter, moyennant rémunération, un soutien financier aux catégories de personnes suivantes :

*a)* les personnes physiques ou morales, en ce compris les P.M.E., les indépendants et les professions libérales, mais à l'exclusion des grandes entreprises, susceptibles d'obtenir un crédit professionnel et souhaitant renforcer leurs moyens financiers pour les besoins de leur activité professionnelle;

*b)* les demandeurs d'emploi désireux de s'établir comme indépendants ou de créer une entreprise;

*c)* les personnes physiques ou morales désireuses d'investir dans une entreprise personnelle ou une société, ou de la reprendre.

Dans ce cadre, l'intervention de la SOWALFIN prend la forme d'un prêt, subordonné ou non, ou d'autres formes d'avances de ce type.

Le Gouvernement peut, le cas échéant, compléter, préciser ou restreindre la liste des bénéficiaires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Il détermine conventionnellement avec la SOWALFIN les modalités précises d'intervention au profit de chacun desdits bénéficiaires.

Le Gouvernement détermine les secteurs d'activité exclus du bénéfice des dispositions visées aux articles 3, 5 et *5bis*."

§ 2. Le dernier alinéa de l'article 5 du même décret est supprimé.

**Art. 3.** L'article 9 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1<sup>er</sup>. La SOWALFIN est administrée par un conseil d'administration composé de quatorze membres, nommés et révoqués par l'assemblée générale.

Neuf administrateurs publics au sens de l'article 2 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public sont nommés sur présentation du Gouvernement wallon.

Deux administrateurs qui ont une expérience à la direction de sociétés industrielles ou de services ou qui ont une expérience professionnelle de nature à apporter une expertise dans des matières spécifiques sont nommés sur présentation du Gouvernement wallon.

Les trois autres administrateurs sont nommés sur présentation des autres actionnaires, selon les modalités déterminées par les statuts, pour autant que ces autres actionnaires détiennent ensemble au moins cinq pour-cent du capital et des droits de vote de la SOWALFIN.

§ 2. Le mandat des administrateurs n'excède pas cinq ans et est renouvelable.

§ 3. Le conseil d'administration nomme parmi ses membres, sur avis conforme du Gouvernement, un président et deux vice-présidents.

§ 4. Le mandat d'administrateur de la SOWALFIN est incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

1° membre du Gouvernement de l'Etat fédéral, d'une Région ou d'une Communauté;

2° membre du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un Parlement de Région ou de Communauté;

3° gouverneur de province;

4° membre du personnel de la SOWALFIN ou d'une de ses filiales, à l'exception du (des) responsable(s) de la gestion journalière;

5° conseiller externe ou consultant régulier de la SOWALFIN.

Si, au cours de son mandat, l'administrateur accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° ou 2°, son mandat d'administrateur est suspendu de plein droit. Pendant tout le temps de son mandat ou de l'exercice de la fonction incompatible, le membre dont le mandat a été suspendu est remplacé par un administrateur nommé conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

Lorsque le mandat ou la fonction incompatible prend fin, l'administrateur dont le mandat a été suspendu retrouve son mandat dans les trois mois de la fin de l'incompatibilité. Si, au cours de son mandat, l'administrateur accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° à 5°, son mandat prend fin de plein droit. Il est remplacé par un administrateur nommé conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

§ 5. Sans préjudice de l'article 523, §§ 2 et 3, du Code des sociétés, si un administrateur a, directement ou indirectement, un intérêt opposé à une décision ou à une opération relevant du conseil d'administration, il doit en informer complètement et préalablement le conseil d'administration avant la délibération et s'abstenir d'assister à la réunion et de prendre part au vote concernant l'opération ou la décision concernée."

**Art. 4.** L'article 11 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1<sup>er</sup>. Il est institué au sein de la SOWALFIN un comité de direction composé de quatre membres. Ces quatre membres sont nommés par le conseil d'administration hors son sein. Le conseil d'administration désigne, sur avis conforme du Gouvernement wallon, parmi ces quatre membres, un président du comité de direction pour une période de cinq ans renouvelable.

§ 2. Les membres du comité de direction assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix délibérative. Ils exercent leurs fonctions dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée.

§ 3. L'article 9, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, leur est applicable. Si un membre du comité de direction accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé à l'article 9, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° ou 2°, les droits et obligations découlant du contrat de travail conclu avec la SOWALFIN sont suspendus de plein droit à dater de sa prestation de serment en tant que membre du gouvernement ou de l'assemblée législative concernée, et ledit membre est remplacé, pendant l'exercice de la fonction incompatible, par un suppléant désigné conformément à l'article 11, § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'incompatibilité prend fin, cette suspension est levée au plus tard dans les trois mois de l'incompatibilité.

Si un membre du comité de direction accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé à l'article 9, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° à 5°, son contrat de travail est résilié de plein droit et le conseil d'administration désigne à bref délai un nouveau membre dans les conditions visées à l'article 11, § 1<sup>er</sup>.

§ 4. Le comité de direction est un organe collégial.

§ 5. Sans préjudice de l'article 523, §§ 2 et 3, du Code des sociétés, si un membre du comité de direction a, directement ou indirectement, un intérêt opposé à une décision ou à une opération relevant du comité de direction, il doit en informer complètement et préalablement le comité de direction avant la délibération et s'abstenir d'assister à la réunion et de prendre part au vote concernant l'opération ou la décision concernée."

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, la SOWALFIN peut accorder moyennant commission, pour une période de trois ans prenant court à la date d'entrée en vigueur du présent décret, une garantie partielle et, le cas échéant, supplétive sur le remboursement en capital et en intérêts de prêts ou crédits consentis par les sociétés spécialisées dans le financement des opérations de création et de développement des petites et moyennes entreprises, dans lesquelles les pouvoirs publics détiennent directement ou indirectement une participation majoritaire ou de celles qui bénéficient d'un droit de tirage ou d'un financement régional.

§ 2. Le Gouvernement peut, après évaluation de la possibilité de garantie supplémentaire visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, prolonger la période de trois ans.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 novembre 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—————  
Note

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement wallon*, 849 (2008-2009). N<sup>os</sup> 1 à 3.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 19 novembre 2008.

Discussion - Votes.

—————  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4540

[2008/204544]

**20. NOVEMBER 2008 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 11. Juli 2002 zur Regelung der Satzungen der "Société wallonne de Financement et de Garantie des Petites et Moyennes Entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe), abgekürzt "SOWALFIN" (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - In Artikel 5, Absatz 1, des Dekrets vom 11. Juli 2002 zur Regelung der Satzungen der "Société wallonne de Financement et de Garantie des Petites et Moyennes Entreprises" wird der Wortlaut "und ergänzende Bürgschaft" durch "und gegebenenfalls ergänzende Bürgschaft" ersetzt.

**Art. 2** - § 1. Zwischen die Artikel 5 und 6 desselben Dekrets wird ein Artikel *5bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *5bis* - Die Region beauftragt ebenfalls die SOWALFIN damit, gegen Zahlung die folgenden Kategorien von Personen finanziell zu unterstützen:

a) die natürlichen oder juristischen Personen, einschließlich der KMB, der Selbstständigen und der freien Berufe (aber unter Ausschluss der Großbetriebe), die Anspruch auf einen Berufskredit haben könnten und ihre finanziellen Mittel zwecks ihrer beruflichen Tätigkeit stärken möchten;

b) die Arbeitssuchenden, die sich als Selbstständige niederlassen oder einen Betrieb gründen möchten;

c) die natürlichen oder juristischen Personen, die in einen persönlichen Betrieb oder eine Gesellschaft investieren möchten, oder einen Betrieb bzw. eine Gesellschaft übernehmen möchten.

In diesem Rahmen erfolgt die Beihilfe der SOWALFIN unter der Form eines nachrangigen oder nicht nachrangigen Darlehens oder eines sonstigen Vorschusses der gleichen Art.

Die Regierung kann gegebenenfalls die Liste der in Absatz 1 angeführten Anspruchsberechtigten ergänzen, genauer festlegen oder begrenzen. In einer mit der SOWALFIN abgeschlossenen Vereinbarung bestimmt sie die genauen Modalitäten der Beihilfe zugunsten jedes der besagten Anspruchsberechtigten.

Die Regierung bestimmt die Tätigkeitsbereiche, die vom Anspruch auf die Bestimmungen der Artikel 3, 5 und *5bis* ausgeschlossen sind."

§ 2. Artikel 5, letzter Absatz desselben Dekrets wird gestrichen.

**Art. 3** - Art. 9 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Die SOWALFIN wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus vierzehn Mitgliedern zusammensetzt, die von der Generalversammlung ernannt und entlassen werden.

Neun öffentliche Verwalter im Sinne von Artikel 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters werden auf Vorschlag der Wallonischen Regierung ernannt.

Zwei Verwalter, die eine Erfahrung im Bereich der Leitung von industriellen oder Dienstleistungsgesellschaften haben, oder über eine Berufserfahrung verfügen, durch die sie ihr Expertenwissen in spezifischen Bereichen gelten lassen können, werden auf Vorschlag der Wallonischen Regierung ernannt.

Die anderen drei Verwalter werden nach den in den Satzungen festgelegten Modalitäten auf Vorschlag der anderen Aktionäre ernannt, insofern diese anderen Aktionäre zusammen mindestens 5 % des Kapitals und der Stimmenanteile der SOWALFIN in ihrem Besitz haben.

§ 2. Die Dauer des Mandats der Verwalter darf fünf Jahre nicht überschreiten; das Mandat kann erneuert werden.

§ 3. Der Verwaltungsrat ernennt nach gleichlautendem Gutachten der Regierung einen Vorsitzenden und zwei stellvertretende Vorsitzende unter seinen Mitgliedern.

§ 4. Das Mandat als Verwalter der SOWALFIN ist mit folgenden Mandaten oder Ämtern nicht vereinbar:

- 1° Mitglied der Föderalregierung, der Regierung einer Region oder einer Gemeinschaft;
- 2° Mitglied des Europäischen Parlaments, der föderalen gesetzgebenden Kammern oder des Parlaments einer Region oder einer Gemeinschaft;
- 3° Provinzgouverneur;
- 4° Mitglied des Personals der SOWALFIN oder einer ihrer Tochtergesellschaften, mit Ausnahme des (der) Verantwortlichen für die tägliche Verwaltung;
- 5° externer oder regelmäßiger Berater der SOWALFIN.

Wenn der Verwalter im Laufe seines Mandats es annimmt, ein in Absatz 1, 1° oder 2° erwähntes Amt oder Mandat auszuüben, wird sein Mandat als Verwalter von Rechts wegen ausgesetzt. Während der ganzen Dauer seines Mandats oder der Ausübung des unvereinbaren Amtes wird das Mitglied, dessen Mandat ausgesetzt worden ist, durch einen Verwalter ersetzt, der in Übereinstimmung mit § 1, Absätze 1 und 2 ernannt wird.

Wenn das unvereinbare Mandat oder Amt endet, findet der Verwalter, dessen Mandat ausgesetzt worden ist, sein Mandat binnen drei Monaten nach dem Ende der Unvereinbarkeit zurück. Wenn der Verwalter im Laufe seines Mandats es annimmt, ein in Absatz 1, 3° bis 5° erwähntes Amt oder Mandat auszuüben, geht sein Mandat von Rechts wegen zu Ende. Er wird von einem Verwalter ersetzt, der in Übereinstimmung mit § 1, Absätze 1 und 2 ernannt wird.

§ 5. Wenn ein Verwalter direkt oder indirekt ein Interesse hat, das einem Beschluss oder einer Aktion entgegensteht, der bzw. die unter die Zuständigkeit des Verwaltungsrats fällt, muss er unbeschadet von Artikel 523, § 2, und § 3 des Gesetzbuches über die Gesellschaften den Verwaltungsrat vor der Beratung ausführlich darüber unterrichten, und der Tagung und Abstimmung betreffend den Beschluss oder die Aktion fernbleiben."

**Art. 4 -** Art. 11 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Ein Direktionsausschuss, der sich aus vier Mitgliedern zusammensetzt, wird innerhalb der SOWALFIN errichtet. Diese vier Mitglieder werden vom Verwaltungsrat außerhalb seiner Mitglieder ernannt. Der Verwaltungsrat bestimmt nach gleichlautendem Gutachten der Wallonischen Regierung unter diesen vier Mitgliedern den Vorsitzenden des Direktionsausschusses für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren.

§ 2. Die Mitglieder des Direktionsausschusses wohnen den Versammlungen des Verwaltungsrats mit beschließender Stimme bei. Sie üben ihr Amt im Rahmen eines unbefristeten Arbeitsvertrags aus.

§ 3. Der Artikel 9, § 4, Absatz 1, ist auf sie anwendbar. Wenn ein Mitglied des Direktionsausschusses es annimmt, ein Amt oder ein Mandat im Sinne von Artikel 9, § 4, Absatz 1, 1° oder 2° auszuüben, werden die Rechte und Pflichten, die sich aus dem mit der SOWALFIN geschlossenen Arbeitsvertrag ergeben, ab seiner Eidesleistung als Mitglied der betroffenen Regierung oder gesetzgebenden Versammlung von Rechts wegen ausgesetzt, und wird dieses Mitglied während der Ausübung des unvereinbaren Amtes durch einen Stellvertreter ersetzt, der gemäß Artikel 11, § 1, bestimmt wird. Wenn die Unvereinbarkeit zu Ende geht, wird diese Aussetzung spätestens binnen drei Monaten nach dem Ende der Unvereinbarkeit aufgehoben.

Wenn ein Mitglied des Direktionsausschusses es annimmt, ein Amt oder ein Mandat im Sinne von Artikel 9, § 4, Absatz 1, 3° bis 5°, auszuüben, wird sein Arbeitsvertrag von Rechts wegen gekündigt oder bestimmt der Verwaltungsrat kurzfristig ein neues Mitglied unter Einhaltung der in Artikel 11, § 1, festgelegten Bedingungen.

§ 4. Die Mitglieder des Direktionsausschusses bilden ein Kollegium.

§ 5. Wenn ein Mitglied des Direktionsausschusses direkt oder indirekt ein Interesse hat, das einem Beschluss oder einer Aktion entgegensteht, der bzw. die unter die Zuständigkeit des Direktionsausschusses fällt, muss er unbeschadet von Artikel 523, § 2 und § 3 des Gesetzbuches über die Gesellschaften den Direktionsausschuss vor der Beratung ausführlich darüber unterrichten, und der Tagung und Abstimmung betreffend den Beschluss oder die Aktion fernbleiben."

**Art. 5 - § 1.** In Abweichung von Artikel 5, Absatz 1, 2°, kann die SOWALFIN gegen Zahlung einer Provision während eines Zeitraums von 3 Jahren ab dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets eine Teil- und gegebenenfalls ergänzende Bürgschaft bewilligen für die Rückzahlung des Kapitals und der Zinsen und der Darlehen oder Krediten, die durch Gesellschaften gewährt werden, die auf die Finanzierung von der Gründung und Entwicklung von KMB spezialisiert sind, in denen die öffentlichen Behörden auf direkte oder indirekte Weise eine Mehrheitsbeteiligung haben, oder die auf ein regionales Ziehungsrecht oder eine regionale Finanzierung Anspruch haben.

§ 2. Die Regierung kann, nachdem sie die Möglichkeit der zusätzlichen Bürgschaft im Sinne von § 1 bewertet hat, den Zeitraum um 3 Jahre verlängern.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 20. November 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,  
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Sitzung 2008-2009*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 849 (2008-2009). Nr. 1 bis 3

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 19. November 2008.

Diskussion - Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4540

[2008/204544]

20 NOVEMBER 2008. — Decreet tot wijziging van het decreet van 11 juli 2002 houdende organisatie van het statuut van de "Société wallonne de Financement et de Garantie des Petites et Moyennes Entreprises", afgekort "SOWALFIN" (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 5, eerste lid, van het decreet van 11 juli 2002 houdende organisatie van het statuut van de "Société wallonne de Financement et de Garantie des Petites et Moyennes Entreprises" worden tussen de woorden "gedeeltelijke en" en "aanvullende waarborg" de woorden ", in voorkomend geval," ingevoegd.

**Art. 2.** § 1. Tussen de artikelen 5 en 6 van hetzelfde decreet wordt een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *5bis*. Het Gewest belast de SOWALFIN ook met de opdracht tegen betaling financiële steun te verlenen aan de volgende categorieën van personen :

a) de natuurlijke of rechtspersonen, met inbegrip van de K.M.O.'s, de zelfstandigen en de vrije beroepen, maar met uitsluiting van de grote ondernemingen, die in aanmerking kunnen komen voor een beroepskrediet en die hun financiële middelen wensen te versterken voor de behoeften van hun beroepsactiviteit;

b) de werkzoekenden die zich als zelfstandige wensen te vestigen of die een onderneming willen oprichten;

c) de natuurlijke of rechtspersonen die wensen te investeren in een persoonlijke onderneming of in een vennootschap of die wensen over te nemen.

In dat raam wordt de tegemoetkoming van de SOWALFIN verleend als een lening, al dan niet ondergeschikt, of als andere voorschotten van dat type.

De Regering kan de lijst van de begunstigden bedoeld in het eerste lid desgevallend aanvullen, nader bepalen of beperken. Ze kan na overeenkomst met de SOWALFIN de tegemoetkomingsmodaliteiten precies vastleggen voor elke begunstigde.

De Regering bepaalt welke activiteitssectoren niet in aanmerking komen voor het voordeel van de bepalingen bedoeld in de artikelen 3, 5 en *5bis*."

§ 2. Het laatste lid van artikel 5 van hetzelfde decreet wordt geschrapt.

**Art. 3.** Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"§ 1. De SOWALFIN wordt bestuurd door een raad van bestuur bestaande uit veertien leden die benoemd en ontslagen worden door de algemene vergadering.

Negen overheidsbestuurders in de zin van artikel 2 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder worden benoemd op de voordracht van de Waalse Regering.

Twee bestuurders met ervaring inzake de leiding over industriële vennootschappen of over diensten of met een beroepservaring waardoor ze als expert kunnen optreden in specifieke materies, worden op de voordracht van de Waalse Regering benoemd.

De overige drie bestuurders worden op de voordracht van de andere aandeelhouders benoemd volgens de modaliteiten die in de statuten vastliggen, voor zover die andere aandeelhouders samen minstens vijf procent van het kapitaal en van de stemrechten van de SOWALFIN bezitten.

§ 2. Het mandaat van de bestuurders loopt niet langer dan vijf jaar en is hernieuwbaar.

§ 3. Na eensluidend advies van de Regering benoemt de raad van bestuur een voorzitter en twee ondervoorzitters onder zijn leden.

§ 4. Het mandaat van bestuurder van de SOWALFIN is onverenigbaar met het mandaat of de functies van :

1° lid van de Regering van de Federale Staat, van een Gewest of een Gemeenschap;

2° lid van het Europees Parlement, van de Federale wetgevende kamers of van een Gewest- of Gemeenschapsparlement;

3° provinciegouverneur;

4° personeelslid van de SOWALFIN of van één van haar dochtermaatschappijen, met uitzondering van de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks beheer;

5° externe adviseur of regelmatig consultant van de SOWALFIN.

Indien de bestuurder gedurende de looptijd van zijn mandaat aanvaardt een functie of een mandaat bedoeld in het eerste lid, 1° of 2°, uit te oefenen, wordt zijn mandaat van bestuurder van rechtswege opgeschort. Gedurende de hele duur van zijn mandaat of van de uitoefening van de onverenigbare functie wordt het lid van wie het mandaat is opgeschort vervangen door een bestuurder die overeenkomstig § 1, eerste en tweede lid, benoemd is.

Wanneer het mandaat of de onverenigbare functie eindigt, neemt de bestuurder wiens mandaat is opgeschort zijn mandaat weer op binnen drie maanden na afloop van de onverenigbaarheid. Indien de bestuurder gedurende de looptijd van zijn mandaat aanvaardt een functie of een mandaat bedoeld in het eerste lid, 1° of 5°, uit te oefenen, eindigt zijn mandaat van rechtswege. Hij wordt vervangen door een bestuurder die overeenkomstig § 1, eerste en tweede lid, benoemd is.

§ 5. Onverminderd artikel 523, §§ 2 et 3, van het Wetboek op de vennootschappen, moet een bestuurder die rechtstreeks of onrechtstreeks een belang heeft dat in strijd is met een beslissing of een verrichting die van de raad van bestuur uitgaat, de raad van bestuur voor de beraadslaging volkomen verwittigen en afzien van deelname aan de vergadering en aan de stemming betreffende bedoelde verrichting of beslissing.”

**Art. 4.** Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“§ 1. Er wordt binnen de SOWALFIN een directiecomité opgericht dat uit vier leden samengesteld is. Die vier leden worden door de raad van bestuur benoemd buiten zijn midden. Na eensluidend advies van de Waalse Regering wijst de raad van bestuur onder die vier leden een voorzitter van het directiecomité voor een hernieuwbare periode van vijf jaar aan.

§ 2. De leden van het directiecomité wonen de vergaderingen van de raad van bestuur met stemrecht bij. Ze oefenen hun functies uit in het raam van een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur.

§ 3. Artikel 9, § 4, eerste lid, is op hen toepasselijk. Indien een lid van het directiecomité aanvaardt een functie of een mandaat bedoeld in artikel 9, § 4, eerste lid, 1° of 2°, uit te oefenen, worden de rechten en plichten die uit de met de SOWALFIN gesloten arbeidsovereenkomst voortvloeien van rechtswege opgeschort vanaf de datum van zijn eedaflegging als lid van de regering of van betrokken wetgevende vergadering en wordt het gedurende de uitoefening van de onverenigbare functie vervangen door een plaatsvervanger die overeenkomstig artikel 11, § 1, aangewezen is. Wanneer de onverenigbaarheid eindigt, wordt die opschorting uiterlijk binnen drie maanden na de onverenigbaarheid opgeheven.

Indien een lid van het directiecomité aanvaardt een functie of een mandaat bedoeld in artikel 9, § 4, eerste lid, 3° tot 5°, uit te oefenen, wordt zijn arbeidsovereenkomst van rechtswege ontbonden en wijst de raad van bestuur zo spoedig mogelijk een nieuw lid aan onder de voorwaarden bedoeld in artikel 11, § 1.

§ 4. Het directiecomité is een collegiaal orgaan.

§ 5. Onverminderd artikel 523, §§ 2 en 3, van het Wetboek op de vennootschappen, moet een lid van het directiecomité dat rechtstreeks of onrechtstreeks een belang heeft dat in strijd is met een beslissing of een verrichting die van de raad van bestuur uitgaat, de raad van bestuur voor de beraadslaging volkomen verwittigen en afzien van deelname aan de vergadering en aan de stemming betreffende bedoelde verrichting of beslissing.”

**Art. 5.** § 1. In afwijking van artikel 5, eerste lid, 2°, kan de SOWALFIN, mits betaling van een commissie, voor een periode van drie jaar, die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, een gedeeltelijke en, in voorkomend geval, aanvullende waarborg toekennen op de terugbetaling van kapitaal en interesten van leningen of kredieten toegestaan door de vennootschappen gespecialiseerd in de financiering van de verrichtingen i.v.m. de oprichting of de ontwikkeling van kleine en middelgrote ondernemingen waarin de overheden rechtstreeks of onrechtstreeks een meerderheidsparticipatie hebben of van die welke een trekkingsrecht of een gewestelijke financiering genieten.

§ 2. De Regering kan de periode met drie jaar verlengen na evaluatie van de mogelijkheid van aanvullende waarborg bedoeld in paragraaf 1.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 november 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustingen,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2008-2009 :*

*Stukken van het Waals Parlement, 849 (2008-2009). Nrs. 1 tot 3.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 19 november 2008*

*Bespreking - Stemmingen*